



Pauvreté, Exclusion

Les indicateurs virent au rouge

P4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 902

2 décembre 2010

prix: 0,70 €

La finance



contre les Peuples

■ Economie

Les « économistes atterrés » vent debout contre les préconisations libérales censées éradiquer la crise

P 2

■ L'Echo des territoires

Le vignoble nantais

P 3

■ Portuaires et dockers en lutte

Vers la reconnaissance de la pénibilité

P 5

■ Temps social

L'enjeu de la réappropriation des temps dans une société ou tout va de plus en plus vite : une critique sociale du temps

P 6

■ Réforme territoriale

L'Adec 44 interpelle les maires du département



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00
ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Vous avez dit démocratie ?

Presque inimaginable... C'est dans le cadre d'un remaniement ministériel que le chef du parti du président est intronisé. C'est ainsi que Jean François Coppé se voit remettre directement par le président de la République les clés de son parti. **Un coup à faire pâlir n'importe quelle république bananière.** Et pourtant le chef de l'état n'est pas averse de leçons de démocratie et de notations sur ce qui peut se passer dans le monde.

Payé cash !

Adieu Eric Woerth. Bon soldat sous la bannière du président, tu as donné pour trouver des financements à l'UMP. Tu as payé de ta personne pour aller voir Madame Bettencourt et bien d'autres. Tu as vendu bois et forêts pour la cause. Tu t'es investi pour que ces hommes et ces femmes besognent plus longtemps dans nos usines et nos bureaux. Mais tu es aujourd'hui trop mouillé... Tu n'es plus ministre.

Décentralisé ?

APRÈS LE REMANIEMENT
GROGNE CHEZ LES CENTRISTES



Les supputations font rage sur le « limogeage » des ministres centristes du gouvernement Fillon III. De là à penser qu'un divorce ait été prononcé entre les amis de Borloo, Morin et Sarkozy... c'est aller peut-être vite en besogne. N'y a-t-il pas plutôt un **savant calcul politique qui consisterait à confectionner dès maintenant le matelas de voix pour le deuxième tour de la présidentielle de 2012** qui fait si cruellement défaut à l'UMP aujourd'hui ?

Argent sale

Tel un panier à crabe, chacun y va de son couplet à propos des raisons supposées de l'attentat de Karachi. Une chose semble sûre : entre commissions et rétro-commissions, l'argent coulait à flot entre les mains des « hauts dignitaires » de la droite française. Une certitude dans ce dossier : C'est que la morale politique et l'honnêteté ne sont pas les qualités des hommes qui à l'époque et encore maintenant parlent au nom de notre pays...

L'argent des riches

La suppression du bouclier fiscal et de l'impôt sur les grandes fortunes annoncée par le président de la République **sonne comme un nouveau coup bas contre notre peuple.** Comment en effet penser qu'un président, qui depuis son investiture, ne s'intéresse qu'à ses amis du CAC 40 leur ferait à la veille des élections présidentielles un petit dans le dos en les taxant plus sur leur magots ? **Il y a danger quand on parle suppression sans dire mot des mesures de remplacement...**

Point de vue

par Marie Anick BENÂTRE

La réussite des mobilisations sociales, la décision de poursuivre dans l'unité, le soutien majoritaire dans l'opinion face à une incapacité du pouvoir à convaincre du bien-fondé de ses choix sont des révélateurs d'une période ouverte, avec certes des incertitudes, mais aussi des opportunités. Ce mouvement hors du commun a mis en lumière l'insatisfaction criante des salariés et leurs revendications en matière d'emploi, de salaires, de partage des richesses. Il porte d'autres aspirations. Il a mis sur la table tous les gros problèmes qui nourrissent ceux de la retraite. C'est un **mouvement de la période de la crise du capitalisme.** « La crise, c'est eux, la solution, c'est nous » ont souvent repris les manifestants ces dernières semaines.

Ainsi, le mouvement social doit obliger toute la gauche - et donc le PCF - à être particulièrement attentive **aux évolutions qui le parcourent.** En effet, le rejet de la réforme des retraites cristallise tout un ensemble de questions essentielles que l'on peut qualifier de questions de société.

Le mouvement social avance des solutions aux problèmes posés. Il est nécessaire qu'elles soient entendues à gauche. Le PCF a un rôle important à jouer pour qu'il en soit ainsi. **Le débat sur les retraites comme marqueur d'une autre politique ne fait donc que commencer ;** à nous de le nourrir de façon offensive et rassembleuse, sans attendre 2012.

Ripostons, proposons, c'est le sens du Pacte d'union populaire que nous devons construire. Avec au cœur de cette démarche, cette exigence formulée dans

ce slogan « reprenons concrètement nos vies en main », ce qui n'est pas seulement un slogan mais une pratique qui a fait les preuves de son efficacité. **Le PCF, comme le Front de gauche ou la gauche sont confrontés à cette exigence de proximité, de co-construction, et ainsi mieux porter ensemble les projets partagés puisqu'ils seront co-élaborés.**

Il s'agit donc pour les communistes d'expérimenter les formes d'une nouvelle démocratie citoyenne en créant des espaces, des réseaux et ainsi construire le contenu d'un projet de gauche dans un débat public, populaire et transparent. L'objectif est d'engager un large dialogue pour faire grandir des résistances et contribuer à l'échelle d'un quartier,

d'une commune, d'une ville, d'une entreprise à l'élaboration commune des réformes que la gauche devra mettre en œuvre si elle revient aux affaires. C'est donc sur cette démarche de proximité, de co-construction que les communistes entendent s'appuyer pour construire ce projet qui manque aujourd'hui à la gauche. **« Mêlez-vous de la construction du projet que la gauche doit porter en 2012 » : c'est le sens de la démarche du PCF dans le cadre d'un Front de gauche élargi et populaire ».**



« La crise, c'est eux, la solution, c'est nous »

Les « économistes atterrés »

Un manifeste dit des « économistes atterrés » recueillant aujourd'hui plus d'un millier de signatures rendu public mi septembre livre une analyse pointue et digeste, pour les non-initiés, des mécanismes qui furent à l'origine de la crise et qui demeurent aujourd'hui au cœur des doctrines des politiques économiques. Ces économistes ont d'ailleurs tenu un colloque début octobre pour réfléchir sur les moyens de combattre le pouvoir de la finance.

Dans cette hégémonie de la finance, l'Union européenne a bien sûr une responsabilité particulière. « L'interdiction pour la Banque centrale euro-

péenne (BCE) de prêter aux États conduit ceux-ci à emprunter **sur les marchés financiers (...)** Et en contrepartie de la **garantie de la BCE, les États se voient imposer des plans d'austérité draconiens** », a dénoncé Pierre Khalfa, de l'union syndicale Solidaires. Pour imposer leur vision, les dirigeants de l'UE croient avoir trouvé l'argument imparable avec l'Allemagne et ses réformes structurelles. Or, « ce ne sont pas ces réformes qui ont rendu l'économie allemande plus performante que les autres ; sa croissance repose fortement sur les exportations, donc sur l'endettement extérieur dans les pays pé-

phériques », a expliqué l'économiste allemand Till Van Treeck. En conséquence, le problème n'est pas la dette publique, mais les déséquilibres extérieurs.

Face au **discours instrumentalisant la question de la dette publique pour imposer de nouveaux reculs sociaux**, ce colloque des « économistes atterrés » visant à **sortir du piège de la dette et de l'austérité**, confirme l'organisation d'une résistance au cœur même de l'économie comme disci-



pline. **Il renforce l'exigence pour les communistes d'alternatives concrètes à la domination des marchés financiers.**

De vous à moi...

On allait voir ce que l'on allait voir, c'était presque le grand chambardement, on nous a ainsi bassiné soir et matin, presque à en être saoulé depuis les vacances. Et voilà, comme le Beaujolais nouveau, soudain, il apparaît. Mais, contrairement au fameux breuvage, cette nouvelle cuvée n'a ni goût de banane ou de quelque fruit rouge qu'il soit, mais celui d'une vieille piquette que l'on croyait ne plus pouvoir servir.

Et pourtant, en ce dimanche soir, tambours et trompettes sonnantes, le petit prince de l'Elysée nous a confectionné sa mixture ; la troisième du nom sous son

triste règne.

Pas de quoi fouetter un chat, pas de surprise, **on prend les mêmes et on recommence.** Quelques petites valse sur les étiquettes, le retour du baron de Bordeaux qui avait fait un aller et retour lors de la première équipe, et autrement pas grand chose de nouveau : Une équipe de choc, que des vrais copains, de mecs sûrs...

L'apothicaire d'Anjou est toujours là mais cède sa collection de vaccin à l'ancien chef du parti du Président, le grand blond s'occupe toujours de la police en « contrôlant » plus que jamais les immigrés, le casseur de l'édu-

cation nationale continue à sévir et la grande argentièrerie, toujours au bord de la banqueroute, garde ses appartements à Bercy.

Et voilà chers amis comment on amuse la galerie durant des semaines, comment on fait la sourde oreille à un peuple qui veut le progrès social et de la démocratie. Voilà comment on déclare sans réserve que l'on va continuer dans la même voie, la même politique.

Une sacrée leçon d'autoritarisme qui va peut-être se retourner plus rapidement que l'on ne le croit contre ses auteurs.

Y .C.

...en Loire Atlantique.

EDUCATION

Deux collèges à Vertou

Le 20 novembre dernier plus de 400 personnes s'étaient réunies contre la décision de fermeture du collège Jean Monnet à Vertou. 2200 signatures ont été recueillies afin que la ville du vignoble, au sud de l'agglomération nantaise, puisse garder ses deux collèges. Pour l'élu communiste vertavien, Michel Gouty, « avec la fermeture du collège Jean Monnet, la « proximité » va disparaître et les conditions de vie et de travail seront plus difficiles au collège Lucie Aubrac. Les effectifs des 2 collèges publics représentent au total 936 élèves. En fermant Jean Monnet et en agrandissant le collège Lucie Aubrac à 600, il restera tout de même 336 élèves. Où vont-ils aller ? » se demande l'élu. Dans le privé, à l'extérieur de la ville ? Pour l'élu cette décision est « une aberration, alors que 2 collèges publics existent actuellement et satisfont les familles ! ». Une décision qui selon l'élu « sacrifie la proximité, favorise le privé et participe aussi à la fragilisation de la situation des personnels, laquelle est déjà très malmenée par la politique de casse du service public d'éducation par le gouvernement de droite ». Lors du dernier conseil municipal, c'est encore Michel Gouty, à l'occasion d'un vœu pour annuler la fermeture du collège, qui a fait ajouter la volonté de maintenir deux collèges publics à Vertou.

L'Echo des territoires

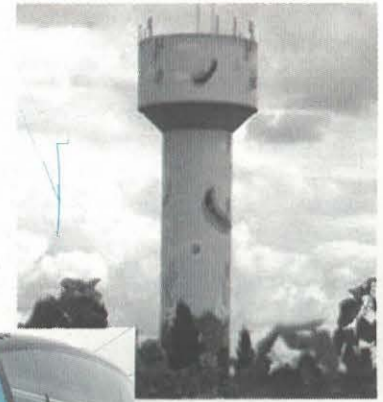
Le Vignoble nantais

■ Un territoire rural à développer

Le vignoble nantais qui couvre une grande partie du sud-est du département a longtemps été un territoire rural à dominante viticole, économie viticole qui connaît aujourd'hui une crise sans précédents et qui n'est plus le poumon économique de cette espace géographique du département. Le dictat des négociants et de la grande distribution contraint les viticulteurs à ne plus pouvoir vivre de leur travail. L'attractivité économique de l'agglomération nantaise, son essor en termes d'emploi a entraîné un accroissement important de la population du vignoble. L'augmentation du prix de l'habitat nantais et de sa périphérie s'est traduit par un afflux important de population vers les communes de la seconde couronne nantaise dont les prix du logement étaient plus abordables. Étaient, puisque l'augmentation de la demande a abouti à une flambée des prix de l'immobilier, aussi bien à l'achat qu'à la location. La forte évolution démographique ne

s'est malheureusement pas accompagnée de l'implantation importante d'entreprises, le vignoble est donc devenu un des « dortoirs » de l'agglomération nantaise et la majorité des salarié(es) doit aller travailler ailleurs que sur le lieu de vie. Avec l'augmentation de la population, du nombre d'enfants et de jeunes, **les besoins en infrastructures scolaires publiques sont importants.** La construction d'un Lycée et d'un collège public à Clisson est prévue, bien qu'insuffisants, ils vont améliorer la condition de nombreux élèves qui pour le moment étaient souvent obligés de se rendre dans l'agglomération nantaise pour trouver une place dans un lycée public ou même dans un collège. Cela pose la question des transports en commun **qui hormis l'axe ferroviaire Nantes-Clisson** manque cruellement de services publics du

transport malgré le développement de dessertes par le réseau autocars Lila. Depuis maintenant plusieurs années les services publics de proximité ont aussi déserté le territoire, bureaux de poste fermés ou ouverts partiellement, antennes de la sécurité sociale fermées, assainissement et service d'eau privés tout cela s'ajoute au



manque d'établissements scolaires et de centres de soins publics. Les élections cantonales de 2011 qui concernent 4 cantons du vignoble (Aigrefeuille sur Maine, Clisson, Le Loroux-Bottereau et Vertou) porteront des exigences, celles d'un développement économique cohérent, d'un aménagement du territoire au service des besoins de la population et respectueux de l'environnement, d'un meilleur accès au logement notamment social et d'un renforcement des services publics.



■ Vignoble

Par Eric Fleurance
Viticulteur à la Reggripière



« Le vignoble est en crise, notre production viticole se vend mal et les prix sont très bas. Nous souffrons de la surproduction, pour une même surface exploitée, le volume de vente est en

baisse depuis plusieurs années. **Les grands distributeurs et les négociants imposent des prix d'achat en dessous de leur coût de production,** beaucoup de vigneron sont obligés de mettre la clé sous la porte. Nous avons besoin d'aide pour l'installation de jeunes viticulteurs, d'aides

aussi pour la mise en commun de matériels viticoles mais il nous faut surtout des prix rémunérateurs pour la profession afin de **vivre de notre travail sans attendre de subventions** ».

■ Un manque cruel de logements sociaux

Malgré une demande importante, **le territoire du vignoble nantais manque cruellement de logements sociaux.** C'est la raison pour laquelle l'objectif du SCOT du vignoble était de financer 3000 logements sociaux en 20 ans,

un chiffre quelque peu en retrait au vu du nombre de demande sur le secteur. Pour exemple sur la commune de Vertou, en 2009, sur 365 demandes de logements sociaux, seulement 63 ont été satisfaites, soit 17% des demandes.

Quelques chiffres

Population (en nombre d'habitants)	90 000
Taux de logement social	4,40%
Taux d'aide au logement	14%

L'Huma café

2010 : Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

« Responsabiliser les familles fragiles et en difficulté », c'est la dernière trouvaille de Mme S. D., sénatrice du Nord, lors de la discussion du projet de loi de financement de la Sécurité Sociale (Mardi 16 novembre). Comment ? En leur retirant une partie de l'aide au logement (c'est à dire la rétroactivité de l'APL, entre l'entrée dans le logement et le délai d'attribution de l'aide). Car c'est bien connu,

c'est quand ils sont au fond du trou que les pauvres « se responsabilisent » ! Plus que pour le caractère dérisoire de l'économie réalisée (240 millions d'Euros) – en effet, cette disposition a été votée - il y aurait de quoi s'étrangler d'indignation.

Et, dans le même temps, toutes les associations d'entraide et de secours aux laissés pour compte, tout comme les organismes officiels tels l'INSEE ou la défenseure des enfants, pointent dans tous leurs rapports, récemment publiés, les observations les plus préoccupantes : la pauvreté et la précarité ne cessent d'augmenter, les disparités sociales s'aggravent, les conditions de vie des groupes fragiles sont à la limite du suppor-

table, sans parler bien évidemment du chômage.

Un tel état de la société révèle bien davantage qu'une « fracture », que les multiples initiatives déployées par des milliers de bénévoles peinent à combler, quand la souffrance est bien là, avec son cortège de chagrin, de repli sur soi, d'incompréhension, de frustration, de révolte. **Pour les moins protégés par la naissance, la fortune ou la loi, c'est la « galère ».**

Fidèle à sa conception de la réflexion citoyenne, l'Huma-Café® a souhaité rassembler les principaux acteurs présents sur le terrain et leur proposer une table

FAIRE FRONT à LA SPIRALE PAUVRETÉ – PRÉCARITÉ

VENDREDI 10 DECEMBRE 2010
18h au Salon de Musique du
LIEU UNIQUE.

Avec la participation de :

Erwan AUTES, directeur-adjoint du Service d'Action Sociale de la Ville de Rezé, Charles BAUDINAUD et Michèle RIOT d'Emmaüs 44, Franck BONDUELLE, président de la Banque Alimentaire, Nathalie BOYER, secrétaire générale du Secours Populaire Français 44, Stéphanie CORDEIRO, présidente départementale des Restos du Cœur.

Le dossier.

Pauvreté - Exclusion

Les indicateurs virent au rouge vif !

Ce n'est pas loin d'une explosion !

« À tous ceux qui vivent dans l'angoisse de la pauvreté, de l'exclusion... je veux leur dire que la France ne les abandonnera pas. Je veux dire qu'il est inacceptable que 7 millions de personnes vivent en France sous le seuil de pauvreté, qu'il est inadmissible qu'un ménage français sur huit vive avec un revenu insuffisant... C'est parce que cette situation est intolérable et indigne d'un pays comme le

nôtre que, pour la première fois en France, un objectif de réduction de la pauvreté a été officiellement et publiquement annoncé. J'ai en effet fixé au gouvernement l'objectif de réduire d'au moins un tiers en cinq ans la pauvreté dans notre pays. » Discours du Pt Sarkozy lors du 20ème anniversaire de la journée mondiale du refus de la misère en 2007. En janvier 2008, le 1er ministre du logement et de l'hébergement des personnes sans abri et mal logées lançait un grand « Chantier national prioritaire » et annonçait que « plus personne ne serait contraint de vivre dans la rue ». Avant même le début de la crise, la pauvreté avait recommencé à progresser en France. Depuis la fin des années 90, la baisse de la pauvreté est interrompue. Et la crise risque fort d'accentuer le mouvement avec un chômage qui a doublé en quatre ans.

Dans notre département, toutes les associations caritatives le constatent : aggravation et complexité des réalités sociales, augmentation de la précarité et de l'exclusion. Le Secours Catholique a enregistré une hausse de 2,1% par rapport à 2009 de personnes en grande difficulté. Les restos du cœur qui viennent d'ouvrir annoncent une campagne très difficile. Même constat dans les villes : en 2009, 2000 familles qui étaient inconnues des services sociaux de Nantes ont sollicité le CCAS, les aides sociales ont augmenté de 22% en un an.



Le mal-logement connaît une situation sans précédent depuis 1954.

À l'évidence, les moyens et les engagements ne sont pas au rendez-vous...

Il y a huit millions de personnes pauvres dont deux millions d'enfants qui vivent avec moins de 950 euros par mois.

Les publics touchés sont de plus en plus nombreux, et de plus en plus divers. Un phénomène qui frappait hier les plus fragiles fait désormais des victimes partout : classes moyennes, personnes âgées, jeunes... Le logement n'est plus seulement en crise, il est désormais élevé au rang peu enviable de problème de société. Les réponses doivent être à la mesure de cette dégradation.

Ils ont dit

■ Pauvreté et précarité progressent

En 2009 avec la crise, le Secours Populaire pensait avoir atteint un pic. Nous étions passés de 19000 bénéficiaires d'aide alimentaire en 2008 à 25000 l'an passé. Les chiffres du début de l'année ont à nouveau explosé. Nous devrions être proche des 30000 d'ici fin décembre. Nos 23 permanences d'accueil et ses 1200 bénévoles rencontrent trois nouveaux profils de bénéficiaires : accroissement des travailleurs précaires +12% ; les retraités, absents dans les années 90, reviennent nombreux solliciter notre aide ; les jeunes sans travail ou les étudiants. 200 à 300 étudiants sollicitent sur le campus une aide alimentaire. La pauvreté des jeunes sera la thématique de notre congrès en 2011. Les personnes rencontrées sont des familles monoparentales de -30ans et des personnes âgées de +60ans.

Un autre enjeu est devant nous : celui de la ruralité où l'étalement urbain a éloigné les familles des pôles d'emploi et où la précarité est la plus forte. Une expérience « Solidaire Bus » pour aller au plus près de ceux qui souffrent est en cours depuis septembre.

Et, quand les droits des enfants se dissolvent dans la misère, ces enfants cumulent les inégalités et subissent un déterminisme social effrayant. Le Secours Populaire veut donner un coup de main au Père Noël ! C'est une légende bien vivante, née il y a trente quatre ans, d'une réflexion et d'une volonté. Le constat : il ya des foyers où le Père Noël n'a pas toujours les moyens de passer. La réflexion : c'est injuste que des parents soient privés de leur rôle de Père Noël, comme le font tous les autres

parents. La volonté : il faut donner un coup de pouce au Père Noël rouge ; il faut apporter l'espoir. Le père Noël Vert était ainsi né. Trente quatre ans après, toujours habillé de vert, il symbolise l'espoir, il collecte pour que le Père Noël rouge puisse jouer partout son rôle. Mais il ne le remplace jamais. C'est ainsi que le Père Noël Vert du Secours Populaire aide le Père Noël rouge (les parents) à garder sa dignité. Pour 2010, les Pères Noël Verts du Secours Populaire de Loire-Atlantique se préparent à faire des opérations paquets cadeaux dans les magasins pour collecter des fonds pour financer la solidarité ; organiser des sorties à la journée à Paris notamment, faire participer des familles à des événements culturels nantais (pièce de théâtre, festival Tissé Métisse...)

Nathalie BOYER
Secrétaire générale départementale
Secours populaire français



■ Les impayés explosent !



Avoir la possibilité de conserver ou d'accéder à un logement, devient de plus en plus difficile, du fait de la situation économique des familles qui s'aggrave en raison de la politique économique et sociale de ce gouvernement !

Celle-ci appauvrira d'avantage les familles par sa tentative de holdup d'une taxe (2,5%) sur les loyers, versée par les locataires aux bailleurs sociaux, à hauteur d'un milliard d'euros sur 3 ans, ainsi que la disparition du versement rétroactif de l'APL, l'augmentation des loyers au delà de l'inflation, du nouveau barème du surloyer, de l'augmentation abusive des énergies et charges locatives... Les locataires sont pressurés ! Les impayés explosent. Pour les familles les moyens de se maintenir dans leur logement se réduisent

... La situation n'est plus tenable... La misère augmente... ! Alors, ensemble, exigeons un gel des loyers pour 2011 ! Bloquer l'évolution des loyers tous secteurs confondus est une mesure juste socialement. B. Apparu doit prendre ses responsabilités : signer immédiatement un décret instaurant le gel des loyers, supprimer son racket de taxe de 2,5%, tout en mettant un terme à la gestion du logement social au seul profit de la finance !

La CNL réclame également un véritable service public du logement et de l'habitat décentralisé...

Guy BERNARD
Administrateur locataire CNL

■ Il faut agir vite !

Par sa présence active dans les quartiers d'habitat social, la Confédération Syndicale des Familles -la CSF- observe avec inquiétude les écarts qui se creusent avec l'ensemble de la ville. Les militants de la CSF constatent



cette dégradation du niveau de vie à travers les préoccupations exprimées par les habitants, qui se traduit souvent par un phénomène de repli des familles et une perte de confiance en l'avenir.

Lorsque l'UPE CSF alerte sur l'avenir du collège public de quartier, c'est pour rappeler que l'ascenseur social est en panne dans certains quartiers et qu'il faut agir vite.

Pour la CSF, aller à la rencontre des habitants est une priorité pour rompre avec l'isolement. Notre ambition est aussi de permettre aux habitants des quartiers d'habitat social de devenir acteurs de leur quartier et des changements attendus. La première richesse des quartiers populaires, ce sont leurs habitants, et c'est avec eux qu'il faut agir.

La CSF de Loire Atlantique
02.40.89.72.23

■ leur seul recours !

Notre association INDECOSA CGT 44 participe à la commission de surendettement de Loire Atlantique depuis Avril 2009. Elle se réunit tous les 15 jours et voit une aggravation de la situation. Depuis que je participe à cette commission de sur-

endettement, je remarque une augmentation des dossiers de surendettement et particulièrement sur le bassin de l'emploi de St-Nazaire et des alentours. Le nombre de dossiers déposés d'août 2009

à juillet 2010 est en progression de 4,5% par rapport à l'année passée. J'ai constaté sur plusieurs mois et à chaque commission, des dossiers de retraités de plus en plus nombreux. Ces retraités demandent de l'aide auprès de la commission de surendettement. Très souvent, pour les familles ou les personnes seules avec ou sans enfants, la commission de surendettement est leur seul recours. Notre rôle de représentant des consommateurs n'est pas toujours facile. Quand nous devons prendre une décision de maintenir ou pas la maison ou l'appartement que ces salariés ont obtenu à la sueur de leur front pour acheter ce bien immobilier.

Lucien BERTIN
Pt d'INDECOSA CGT44



Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Pour des SCMR

En matière de santé, la politique de réduction des risques a déjà permis une baisse très importante du nombre de contaminations au VIH/sida des usagers de drogues : moins de 2 % aujourd'hui contre près de 30% dans les années 90. Voilà pourquoi des élus se mobilisent pour l'ouverture de salles de consommation à moindre risque (SCMR). **C'est un outil de santé déjà adopté par 6 de nos voisins européens** et qui déjà limite le nombre de « fix » dans la rue. Contrairement à ce que disent les malhonnêtes, cette expérimentation n'a rien à voir avec la dépénalisation de l'usage de drogues. Sans doute préfèrent-ils que les « drogués » crèvent plus vite ?

Retour du Père « Tape dur » à Saint Nazaire !

Depuis septembre et 5 manifestations, 64 interpellations (dont une vingtaine de mineurs), 60 gardes à vue, 16 personnes en comparution immédiate, 15 peines de prison ferme prononcées ! Et un tarif quasi automatique est appliqué : deux mois fermes et presque toujours un mandat de dépôt immédiat. **La pensée maîtresse du pouvoir sarkozyste, c'est « taper dur » ! Sur les acquis sociaux, sur les salariés, sur les petits, sur les manifestants.** Quitte même à fabriquer des « casseurs » pour le justifier. Des procès sont à suivre jusqu'en mars !

MHS...

La société Kalkalit réclame des arriérés de loyer et a fait saisir les comptes de l'entreprise. MHS se retrouve donc en cessation de paiements au moment de payer les salaires de novembre. Pour le conseiller régional communiste Aymeric SEASSAU mobilisé depuis le début, nous sommes comptables de l'intérêt général et des 103 emplois à sauver, mais aussi de l'utilisation de l'argent public. Il faut obtenir des garanties des deux parties en commençant par mettre tout le monde autour de la table.

Pour une Europe utile

Le groupe GUE/NGL souhaite mettre un **terme aux mesures d'austérité et de rigueur sociale** ; la refonte des institutions de la zone euro et du système financier international ; un embargo sur les fonds alternatifs, les paradis fiscaux et l'évasion fiscale ; le remplacement du pacte de stabilité et de croissance par un pacte de solidarité sociale ; et l'introduction de mesures fiscales pour taxer les mouvements des capitaux spéculatifs.

Que deviennent les classes moyennes ?

L'IFOP a mené une enquête approfondie qui confirme le diagnostic établi par les sociologues en 2006 : « Les classes moyennes sont un peu comme un sucre dressé au fond d'une tasse : si la partie supérieure semble toujours intacte, l'érosion continue de la partie immergée la promet à une déliquescence inéluctable ». L'enquête de l'IFOP englobe les foyers dont le revenu net mensuel s'étage, en moyenne, entre 2 300 et 5 200 euros. Autrefois confiant, ce groupe social est tarabulé par la crainte du déclassement. 42% d'entre eux estiment que leurs parents vivaient mieux à leur âge ; 54 % qu'eux-mêmes vivront moins bien dans une dizaine d'années ; et 74 % que leurs enfants vivront encore moins bien !

68 % des Français

considèrent que la politique économique du gouvernement est mauvaise (Sondage BVA)

Port Nantes - Saint Nazaire On ne lâche rien !

La réforme portuaire, votée le 4 juillet 2008, permet le transfert des outillages au privé et le détachement des grutiers, dépanneurs et agents de maîtrise. Les négociations CGT/Ministère ont débouché sur une convention collective nationale unifiée des travailleurs portuaires et dockers. La pénibilité en fait partie intégrante, et conditionne l'application de la réforme. Depuis début janvier, les travailleurs portuaires et dockers ne font plus d'heures supplémentaires et dérogations afin de faire avancer le dossier. Au niveau local, à Nantes/Nazaire entre autres, des discussions entre CGT et opérateurs privés avaient démarré sur l'organisation future. Mais, depuis le 16 juin, le gouvernement fait le mort et ne répond pas aux promesses faites sur la pénibilité : d'où l'arrêt de toute négociation locale sur l'application de la réforme. Une demande de rencontre avant le 5 juillet n'ayant rien donné, le mouvement s'est alors amplifié. Une heure de grève journalière en début de vacation pour les portuaires, et en fin de vacation pour les dockers pour impacter chargement/déchargement sur 2 heures. Et, depuis octobre, le travail du week end a été supprimé. **Le 16 novembre, une réunion nationale a débouché sur l'obtention de 4 ans de pénibilité, et des garanties sur la pérennité du dispositif amiante avec maintien des 60 ans.** Les salariés poursuivent l'action sur les heures supplémentaires et dérogations afin d'obtenir une cinquième année et maintenir la pression tant que la nouvelle convention n'est pas signée. Le remaniement ministériel sert de prétexte à faire encore trainer. Si nous n'avons pas de réponse concrète début décembre, nous reprendrons de plus belle les formes d'actions d'octobre. Conscients que nous sommes tous liés, la Fédération CGT des Ports et Docks a participé massivement aux initiatives interprofessionnelles contre la réforme des retraites sous toutes les formes : grève, manifestations, points de blocages et actions locales.

Fred BONTEMPS



Interview : Jacques DAVY



Ancien secrétaire du CE dans les années 90, Jacques DAVY, est redevenu Nantais après 5 ans de vie parisienne, comme délégué central - RTE. Élu cet automne Secrétaire du syndicat CGT 44 « Mines-Énergie », nous l'avons interrogé sur les enseignements qu'il tire du conflit sur la réforme des retraites.

« Ma profession n'était pas concernée directement par cette réforme. Nous faisons l'objet d'un traitement séparé avec une réforme en cours jusqu'en 2017, pour casser notre régime spécial qui s'autofinancit. L'autre originalité était qu'un électricien-gazier n'était jamais en retraite, puisque réquisitionnable à tout moment. Cependant, il faudrait être naïf pour croire qu'on touchera les autres sans incidence négative supplémentaire pour nous. **La politique de Sarkozy tirant tout le monde du travail vers le bas a peut-être le mérite de rendre plus évidents les intérêts communs à tous!** Le mouvement de cet automne a montré une forme de conscience de

classes chez les gens. Ils sont allés au delà du sentiment d'injustice. Ils se sont emparés de l'idée que les moyens existent pour d'autres solutions, que ce sont eux qui créent la valeur et que la question est la répartition qui en est faite. Sur le long terme, le patronat y perdra forcément. Ayant les moyens de le mesurer, il va contre-attaquer avec l'aide du gouvernement. Il faut être très attentif, prioritairement sur ce qui se joue dans l'école. Le remaniement ministériel est indicatif d'une équipe resserrée qui part en guerre contre tout ce qui demeure du Conseil National de la Résistance. Le retour de Juppé est un véritable bras d'honneur aux travailleurs ! Le conflit sur les retraites a bénéficié de l'apport des 40-50 ans qui ont vécu le mouvement de 1995 et en ont retiré un gain en lucidité, tranquillité, qu'ils ont su partager avec les jeunes. L'autre point fort est le **travail interprofessionnel à un niveau jamais connu.** Il y a une réelle aptitude à coordonner, additionner. Il faut progresser encore sur la cohérence entre les unions locales. A cet égard les règles de décisions démocratiques sont avérées comme le meilleur régulateur. Pour moi, le rapprochement interprofessionnel est décisif pour la gagne ».

Vous avez dit retraite !

Le mouvement social autour des retraites n'en finit pas ! Le président Sarkozy comptait sur la démobilisation et même si la journée du 23 novembre dernier n'a pas connu l'ampleur des précédentes manifestations, elle a permis aux syndicats de démontrer qu'ils étaient toujours combattifs et qu'ils ne se résignaient pas.

La colère est toujours palpable et, outre la réforme des retraites, le mouvement pose d'autres questions cruciales comme celles de l'emploi et des salaires. Les salaires justement ou plus exactement les pensions, c'était une des revendications des retraités mobilisés dans toute la France le 25 novembre dernier. A l'appel de six organisa-

tions syndicales les **retraités sont descendus dans la rue contre la baisse continue de leur pouvoir d'achat et pour une prise en charge solidaire de la dépendance.** Ils étaient plus



de 300 à St-Nazaire et près de 800 à Nantes pour réclamer un minimum de pension au moins égal au SMIC et la création d'un nouveau risque « perte d'autono-



mie » gérée par la sécurité sociale. La dépendance a un coût, que ce soit le maintien à domicile comme l'hébergement en maison de retraite (alors que le

montant moyen des pensions est de 1200 euros, le montant mensuel minimum en maison de retraite est quant à lui de 1500 euros).

L'ensemble de ces revendications sont portées au moment même où les négociations Arrco et Agirc posent, entre autre question, celle des financements pour garantir des droits de haut niveau.

Evènements, culture, idées.

"Accélération" Une critique sociale du temps

Pour l'auteur de ce gros ouvrage, Hartmut Rosa, sociologue et philosophe allemand, la question de la vie que nous voudrions mener revient exactement à poser celle « de la manière dont nous voulons passer notre temps ». Mais ajoute-t-il, « les qualités de notre temps, ses horizons et ses structures, ses rythmes, ne sont pas sous notre contrôle ». Car, pour lui, « ces structures temporelles ont une nature collective et un caractère social ». Or, les structures temporelles de la modernité sont essentiellement placées sous le signe de l'accélération et leurs protagonistes sont confrontés, non pas à un seul, mais à trois types différents d'accélération. En premier lieu, l'accélération technique qui devrait avoir comme conséquence de ralentir le rythme de la vie, mais qui paradoxalement prend plutôt la forme d'une accélération sociale. Elle débouche en réalité sur l'accélération de la vitesse des transformations sociales et culturelles.

Aujourd'hui, les effets conjugués des trois formes d'accélération expliquent qu'au lieu du rêve utopique - "utempique" écrit même l'auteur - d'un temps abondant, les sociétés occidentales sont désormais confrontées à une "pénurie de temps". Une véritable "crise du temps" en temps de crise, « qui met en question toutes les

formes d'organisation individuelles et politiques ». La "société de l'accélération" en arrive cependant à marquer en réalité « un immobi-



lisme structurel et culturel profond, une pétrification de l'histoire, dans laquelle plus rien d'essentiel ne change, quelle que soit la rapidité des changements en surface ».

Face à cette situation, de nouveaux modèles identitaires et de nouveaux arrangements sociopolitiques restent certes pensables. Mais ce ne peut être qu'au prix - c'est du moins la thèse de l'auteur - du renoncement aux convictions éthiques et politiques les plus profondes de la modernité, de son échec par l'abandon de son projet.

Il souligne que dans ce contexte d'accélération paradoxale, les pratiques quotidiennes et les stratégies temporelles sont souvent au cœur des conflits sociaux. « C'est la lutte pour le temps de vie,

c'est-à-dire la définition des périodes de formation et de retraite, les revendications portant sur les vacances et les jours fériés, les week-ends et le travail de nuit, la réglementation des congés maladie et des périodes de chômage, qui détermine souvent plus encore que les exigences salariales, les débats économiques et politiques dans les sociétés capitalistes ». Pour l'individu, le sentiment largement répandu que l'on a plus le temps pour "ce qui compte réellement dans la vie", malgré ses ressources de temps libre disponibles, constitue même "une expérience de l'aliénation".

L'hypothèse fondamentale est que les deux processus d'hyperaccélération et de "pétrification sociale" sont liés entre eux de façon systémique. Le temps de la politique serait-il révolu ?

« Parce que la politique reste dans son horizon temporel comme dans sa vitesse de travail en retard sur les transformations dans l'économie et la société, elle ne peut plus jouer son rôle pour fixer la cadence de l'évolution sociale ou pour façonner l'histoire ».

La conclusion n'est dès lors guère optimiste. Pour l'auteur, « on ne voit pas comment pourrait se résoudre ce problème de la désynchronisation entre la politique démocratique et l'évolution économique et sociale (...) puisque la possibilité d'une gouvernance politique avec les

moyens actuellement disponibles est de moins en moins vraisemblable ». Cela exigerait, selon lui, un "freinage d'urgence" destiné à empêcher que le rythme social ne franchisse un seuil qui rende impossible son contrôle politique et individuel. Sauf à imposer, face aux risques de plusieurs scénarios catastrophiques - course effrénée à l'abîme, "immobilité fulgurante", catastrophe finale de l'écosystème, aggravation des "pathologies de l'accélération", effondrement politique et éruption d'une violence incontrôlable... - une "resynchronisation forcée", visant un ralentissement des mouvements d'accélération pour les ramener à une mesure humaine.

Excellent ouvrage, qui mélange les analyses théoriques les plus poussées - quoique un peu répétitives - et les considérations les plus concrètes. Il mérite bien l'effort de sa lecture au long cours. En regrettant toutefois que, malgré une bibliographie considérable, il néglige les travaux pionniers, en langue française il est vrai, d'Henri Lefebvre sur la "rythmanalyse" (réédité en 1992), ou ceux de Lucien Sève sur l'identité individuelle à partir de l'emploi du temps ("Marxisme et théorie de la personnalité", 1969).

H. Rosa, **Accélération**, Ed. La Découverte, 2010, 476 p., 27,50 €

LIRE

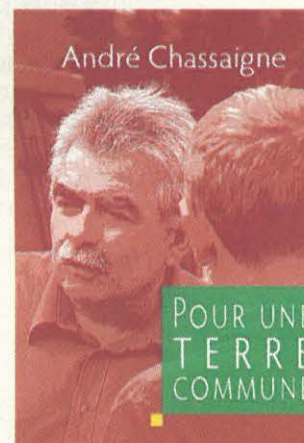
Plaidoyer pour une terre commune

André Chassaigne, député communiste, analyse la place de l'écologie dans la vie économique, culturelle, sociale et politique, à la fois en sortant des limites héritées d'un communisme "culturellement productiviste" et en tenant à distance la proposition d'une "décroissance". Il relève le défi qui consiste à imaginer un développement humain libéré de toute conséquence dommageable pour l'environnement. A partir de l'idée de "Terre mère" chère à la culture amérindienne, il construit le concept de "Terre commune", qui revendique une société de mise en commun et conçoit la planète comme un héritage qu'il importe de transmettre.

L'auteur s'oppose à l'exploitation des hommes et des femmes de la planète par une minorité de "fortunés" pour qui l'écologie est une variable d'ajustement et le "développement durable" un simple outil pour conserver ou développer des parts de marché. Il montre comment la pollution, devenue une marchandise et une source de profit, est légitimée par le "capitalisme vert" et il fournit des clés de lecture des rapports politiques, économiques et sociaux, de Grenelle à Copenhague, jusqu'au "guet-apens idéologique du Grenelle de l'environnement".

Il propose une transformation écologique de notre économie qui passe par une appropriation populaire de ses objectifs et de ses circuits de financement. Ce projet implique de s'opposer aux tentatives de réduire le rôle de l'Etat. L'exemple de l'énergie est parlant : en France, le programme du CNR, les nationalisations et le développement des services publics ont construit un modèle alliant innovation et sécurité, aujourd'hui rapidement défait par les exigences de la seule rentabilité financière. L'auteur affirme à la fois la nécessité d'une nouvelle politique énergétique, l'utilité du nucléaire et l'exigence d'une transformation de la consommation. Le plus important est l'exigence politique de transformations sociales.

P. Laroche
André Chassaigne, **Pour une terre commune**, Ed. Arcane 17, 2010, 210 p., 19 €



VOIR...



Ravin des Mariannes

J-Claude Lamatabois publie "Le ravin des Mariannes", poème cousu à l'asiatique. Les Mariannes sont un archipel, une des fosses sous-marines du Pacifique, océan

où le poète fut irradié. Là, "des êtres existent"; là, "les méduses démoniaques, muettes mais qui observent."; là, les murènes et les requins.

La beauté de ce monde féconde le texte. Le monde de la surface n'a pas pour autant disparu. D'abord, la sensibilité : "Non croyant, mais parfois le miracle s'accomplit. L'amour revient". "Revient le goût de la première fois. Celle où on s'immerge dans la mer, l'on s'empare de nos mirages".

Certes, "derrière moi on dessine la férocité d'un monde de subsistance". Mais "il faudra que je revienne dans le spectacle des terriens, et que la force de toute fraternité dessale ma bouche". Ed. du Petit Véhicule, Nantes, 2010, 47 p., 10 €.

MÉDIAS

Le cinéma d'Alain Badiou

Pour Alain Badiou le cinéma est une formation, un art de vivre et une pensée. Il décrit son rapport au cinéma, de la fin des années 1950 à aujourd'hui, dans un recueil d'une trentaine de textes, articles critiques où la philo et le ciné font bon ménage.

Ces textes, certains très marqués par leur époque, proposent un parcours varié dans les films de ces cinquante dernières années, des cinéastes classiques

(Murnau, Tati, Oliveira, Antonioni, Godard) à certaines oeuvres américaines d'aujourd'hui (Matrix, Magnolia, Un monde parfait), en passant par des expériences singulières (Guy Debord, le cinéma de 68...).

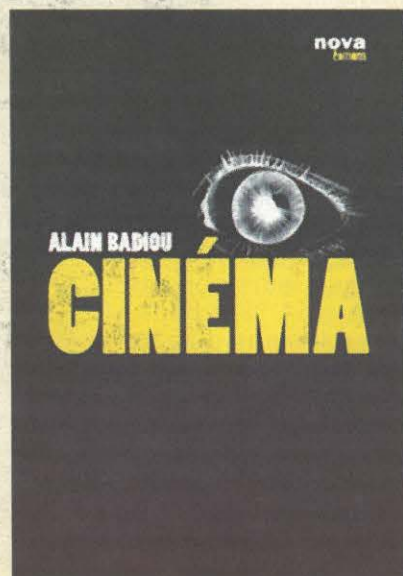
De ces textes se dégagent quelques idées fortes : le cinéma est l'art qui rend justice à la figure humaine inscrite dans le monde ; le cinéma est vu dans une connexion subjugante avec les autres arts ;

il est un voyage imaginaire et une pensée de l'autre. Le philosophe développe également l'idée du cinéma comme « producteur

d'une vérité du contemporain », et du film comme une « configuration sensible de la vérité du monde ».

Avec lui le cinéma apparaît comme un art impur qui vampirise son temps, les autres arts, les personnes, un art majeur en ce qu'il est précisément le lieu de l'indiscernabilité entre l'art et le non-art, ce qui en fait, explique-t-il, l'art social et politique par excellence, et le meilleur marqueur d'une civilisation, comme le furent, en leur temps, la tragédie grecque, le roman picaresque, ou l'opérette.

A. Badiou, **Cinéma**, Ed. Nova, 2010, 420 p., 25 €.



près de vous

Départements...

Quelles prestations sociales demain ?

Alors que les départements, austérité et réforme des finances locales obligent, ne cessent de voir leurs ressources diminuer, la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) nous apprend que fin 2009, 3,3 millions de prestations d'aide sociale ont été versées par les départements français aux titulaires d'aides aux personnes âgées, aux personnes handicapées, à l'enfance ou à l'insertion. Des dépenses sociales en constante augmentation, elles ont été multipliées par 2,5 en 10 ans.

... en danger

Un fond de soutien aux départements insuffisant

Le projet de loi de finances rectificative pour 2010 prévoit la création d'un fond exceptionnel de soutien en faveur des départements en difficulté. Ce fond sera de 150 millions d'euros ! Pour l'association des départements de France (ADF) « **cette mesure n'est pas à la hauteur de la situation financière des conseils généraux** ». Pour être efficace, ce fond d'aide devrait être abondé à hauteur de 2,5 milliards d'euros au moins pour la seule année 2010 d'autant que la progression des recettes (+ 5,3 %) pour les départements éponge à peine la croissance des dépenses sociales (+ 6,9%). Comme le souligne l'ADF, « **la preuve est apportée de l'étranglement financier des départements** ».

Rezé

La lettre des élu-e-s communistes

La dernière lettre des élus communistes de Rezé vient de paraître, y ont traité des thèmes comme les déplacements et la mobilité dans la ville ou encore, le patrimoine et la culture. Vous pouvez retrouver cette lettre sur la page Facebook : « élus communistes de Rezé »



L'invité

Continuer de se battre pour l'avenir des collectivités locales et des services publics territoriaux

Le 17 novembre dernier, les parlementaires ont définitivement adopté le projet de loi de réforme des collectivités territoriales. Cette loi est une véritable catastrophe pour la démocratie locale. Elle est inspirée par les voix du libéralisme et **contraint à ce que les pouvoirs politiques et financiers des collectivités régressent**.

Notre association départementale des élus communistes républicain-e-s et apparenté-e-s à l'instar de l'association nationale, s'est adressée à l'ensemble des maires du département afin que ceux-ci alertent les citoyens de leur communes sur cette réforme territoriale.

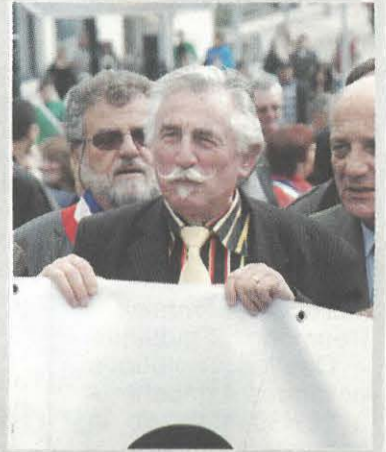
Ce texte, sensé améliorer et simplifier la vie démocratique des collectivités, voit la naissance de trois nouvelles structures : métropoles, pôle métropolitain et nouvelles communes **qui tournent le dos à la libre administration et à la coopération volontaire entre collectivités**.

Au contraire de cette loi dont le but est une recentralisation autoritaire et un assèchement de l'initiative publique locale, les élu-e-s communistes et républicain-e-s pensent qu'il faut **renforcer la proximité entre élus et citoyens** (alors que le conseiller territorial verra la diminution par deux du nombre d'élus des deux assemblées territoriales, département et région, et les éloignera des électeurs). Le mode de scrutin de ces nouveaux conseillers mettra fin à la parité, au pluralisme et à la représentation des petits partis.

De même, **la libre administration des collectivités doit être respectée, les coopérations entre communes doivent être librement choisies**. La fin de la clause générale de compétence, l'interdiction des financements croisés va remettre en cause nombre de projet communaux d'intérêt général. L'intervention publique devrait permettre un développement égalitaire des territoires en redonnant aux collectivités leur autonomie fiscale; en ce sens la suppression de la taxe professionnelle et le gel des dotations de l'état représentent une véritable catastrophe. Aussi, l'Etat doit payer toutes les compensations dont il est redevable.

Ce manque de moyens dont vont souffrir les collectivités n'a qu'un seul but, **livrer les services publics locaux aux entreprises privées et à la finance afin que celles-ci puissent faire le maximum de profits** avec des services indispensables à la population : transport, santé, crèches, insertion...

C'est maintenant aux élus et à nos associations d'élus, comme pour la réforme des retraites, de gagner l'opinion et de faire reculer la mise en application de la réforme territoriale.



Marc JUSTY
Conseiller municipal de St-Joachim - Président de l'ADECRA 44

L'activité

Nantes Métropole

Les élus communistes planchent sur l'hôpital

Les élus communistes de l'agglomération nantaise se sont rencontrés le 17 novembre dernier afin d'évoquer la question du transfert du CHU sur l'île de Nantes. Un transfert qui s'inscrit, comme l'ont déploré les élus, dans un contexte difficile marqué notamment par le plan Hôpital 2012, **un plan qui instaure une offre de soins réduite où les missions de service public sont confiées indistinctement au public ou au privé**. Pour les élus présents, l'hôpital n'a pas vocation à ne traiter que les séjours ambulatoires, ni certaines spécialités médicales comme y tendent les logiques libérales du plan hôpital. Le CHU nantais doit développer l'hôpital public et la recherche **pour répondre efficacement à l'ensemble des besoins en matière de soins**.

Un constat, le changement de site pour l'Hôtel-Dieu est rendu impératif, l'hôpital n'est plus adapté que ce soit en matière de confort ou de sécurité médicale. L'implantation d'une nouvelle structure et le regroupement des plateaux techniques et médicaux dans le centre ville de Nantes semble être la meilleure piste qui soit dans la mesure où les patients du CHU viennent à 70% du cœur de l'agglomération, de plus, le CHU accueille plus de 800 étudiants. Les trois grandes cliniques privées se répartissent quant à elles la périphérie. Ce qui a conduit la réflexion des élus c'est l'attractivité du CHU, essentielle pour **lutter pour un service public de qualité**.

Couëron

On continue le combat !

Avant la journée de mobilisation du 23 novembre dernier, par la voix de Michel LUCAS le groupe des élus communistes de Couëron réaffirmait sa détermination à l'encontre de la loi réformant le système des retraites.

Il en a profité pour souligner l'importance de la démarche unitaire des partis de gauche rassemblés **« sur la volonté de faire barrage à ce gouvernement qui est resté sourd aux revendications des citoyens visant à élaborer un projet économiquement durable et socialement juste pour préserver notre système par répartition »**.

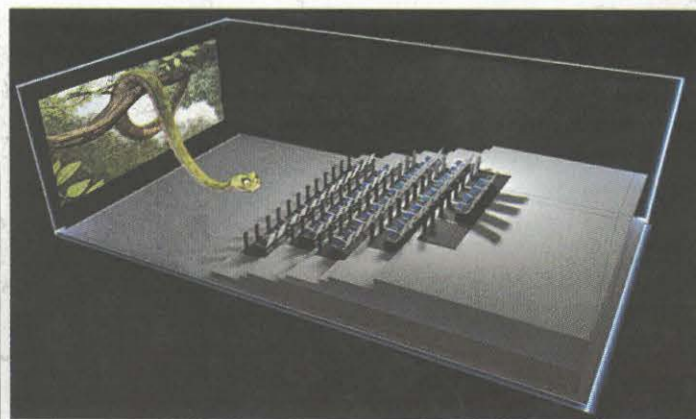
Un dossier qui pour l'élu doit être repris à zéro avec les syndicats sur d'autres bases que celle du recul de l'âge légal du droit à la retraite.

Oui, assure l'élu, **« une autre réforme des retraites est possible qui garantisse, pour toutes et tous, un véritable droit à la retraite à 60 ans, avec une pension qui permette réellement de vivre... »**

Cette exigence et cette détermination pour les retraites, valent, selon l'élu, **« pour les autres réformes, telle la réforme des collectivités locales, de la taxe professionnelle, de la sécurité sociale... »**.



PUBLICITÉ



Venez découvrir le nouveau cinéma 4D de la sté CLCorporation dès samedi 4 décembre 2010

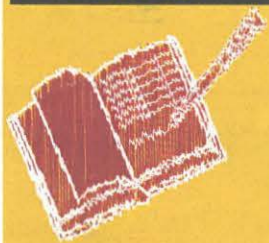
Installé dans le centre commercial ATLANTIS situé face à la cafétéria - au 1er étage
Une hôtesse vous accueillera du lundi au samedi à partir de 11h00
Plongez dans la 4ème Dimension assis sur des sièges dynamiques en regardant le dernier film de la sté Polymorph Software amplifié par des effets spéciaux (vent, chaleur, vibration, odeur, eau, chatouilleur)
Le film est projeté en relief FULL HD grâce au nouveau procédé XEED 3D de la sté CANON.
Une expérience 4D familiale unique en France - vous ne regardez plus le film - vous le vivez

A partir de 4 ans / Durée film 3D = 6 min
Tarif spécial ouverture = 3 ? jusqu'au 15 décembre



Pour tout renseignement
Mail : mahy@clcorporation.com Port : 06.72.10.91.95

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Basse Loire

Mardi 7 décembre :
Réunion publique « Quelles solutions politiques à gauche » à 18H30 salle de la fraternité à Couëron.

St Nazaire

Vendredi 10 décembre :
Forum pour un programme partagé à 20H30 au salon République de St Nazaire.

Basse Loire

Samedi 11 décembre :
Initiative pour le 90ème anniversaire du PCF, salle du Mille club à Couëron (Chabossière).

Mercredi 15 décembre :

Réunion publique « Quelles solutions politiques à gauche » Centre Henri Normand à 18H30, La Chabossière à Couëron.

Nantes

Vendredi 17 décembre :
Banquet de la section à partir de 19H00, salle de la Madeleine à Nantes.

■ Formation pour animateurs et nouveaux adhérents

Les 26, 27 et 28 novembre s'est déroulé le week end de formation à destination des animateurs de la vie du parti et des nouveaux adhérents. Organisé par la fédération du PCF. Trois jours pour mieux comprendre le rôle et la fonction des directions et mieux connaître le parti communiste, ses idées, son histoire, la pensée marxiste. C'est avec beaucoup de satisfaction et de motivation que les stagiaires sont repartis de Préfailles avec en tête la volonté d'utiliser l'acquis de cette formation pour l'activité militante au quotidien. Une initiative à rééditer.

Johann ADELIN : « Dans la société d'aujourd'hui, il est fondamental de comprendre les mécanismes du monde dans lequel on vit. Comprendre le monde d'aujourd'hui pour le transformer et le rendre plus juste. Cette formation m'a donné des clés pour proposer une alternative, mettre l'économie au service des êtres humains. »



Gauthier LORTHIOIS : « La qualité des intervenants, la clarté des contenus et l'ouverture des débats concourent à armer notre pensée dans la perspective de la lutte idéologique contre les idées dominantes ».

Estelle BROUSSE : « Je suis arrivée avec beaucoup d'interrogations et cette formation m'a apporté beaucoup de réponses. Maintenant je repars avec beaucoup d'autres interrogations qui vont me permettre d'approfondir mes réflexions ».



■ Hommage à Jean Ferrat

PCF
Section Loire et Sèvre

HOMMAGE A JEAN FERRAT

Samedi 11 décembre 2010 - 19h00
VALLET - salle de l'amicale laïque
Salle de l'Amicale Laïque (les Dorices) - Route d'Ancenis - Près du stade des Dorices

La section Loire et Sèvre du PCF organise une soirée hommage à Jean Ferrat autour d'un repas musical où 2 interprètes, musiciens de l'opéra de Nantes et du conservatoire des Pays de la Loire, chanteront et joueront au piano les plus belles chansons de l'artiste récemment disparu. Il est encore possible de réserver votre participation. Le prix d'entrée à la soirée est de 20 euros avec un tarif réduit pour les étudiants et privés d'emploi fixé à 15 euros. La soirée comprend un apéritif et un buffet. Pour réserver votre participation vous pouvez contacter Georges Leray, 3 La Boucheoire 44330 La Reggrière 06 82 06 26 80.

« Nouvelles de Loire Atlantique »
Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction :
Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Mireille PERNOT



Vite lu...

■ Mouvement de la paix



Le comité nazairien du mouvement de la paix organise une soirée à la mémoire des « fusillés pour l'exemple de la guerre 14-18 ». Depuis plusieurs années déjà, lors des commémorations du 11 novembre, les discours officiels évoquent régulièrement ces martyrs. Des nombreuses associations ont entrepris des recherches et des démarches pour rechercher les noms de ces fusillés afin qu'ils soient réhabilités officiellement.

Le Mouvement de la paix contribue à ce travail de mémoire en organisant une réunion publique :

Judi 9 décembre
à 20H00
AGORA 1901 à St Nazaire

La soirée comptera avec la participation de M. Markidès, responsable national de l'ARAC. Il présentera le documentaire : « fusillés pour l'exemple », la projection du film sera suivie d'un débat.



Par Adrien Helary,

L'Irlande a dû se résoudre à accepter l'aide financière de ses



voisins européens et du FMI pour renflouer ses banques. **Une fois de plus le capitalisme oblige le peuple à payer pour une minorité qui fait de l'argent sur de l'argent.**

Si les nombreuses réformes libérales effectuées dans les années 90 ont permis un essor économique et une élévation du niveau de vie moyen, elles ont également accentué grandement les inégalités. De plus ce système, fortement dépendant de multinationales américaines, s'est totalement

« Il est étrange de constater l'absence d'unité européenne face aux agences de notation »

écroulé avec la crise économique, **le PIB régressant de 3% en 2008 et 9% en 2009, le taux de chô-**

mage a explosé passant de 4,6% fin 2007 à 13,8% en août 2010. Les agences de notations se sont déjà permis de dégrader la note de l'Irlande aggravant le déficit de l'état irlandais obligé d'emprunter à des taux plus élevés.

Toute aide du FMI est accompagnée d'une politique de rigueur visant à casser toute politique sociale. L'Irlande a d'ores et déjà annoncé que le salaire minimum passerait de 8€65 à 7€65 de l'heure.

La Grèce, ainsi que la Roumanie ont subi le même sort au printemps dernier, contraints à un plan de régression sociale imposé par le FMI, dont le dirigeant serait socialiste. Il est étrange de constater l'absence d'unité européenne face aux agences de notation de la part de dirigeants qui ont tous défendu le traité de Lisbonne.



Puisque le capitalisme semble incapable d'unir l'Europe, j'espère que l'union se fera par le peuple et dans la lutte sociale.